
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 26 septembre au 02 octobre 2019

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

Relations États-Unis/Mexique

N. Pelosi, présidente de la chambre des représentants des États-Unis, a déclaré que le parti Démocrate progressait dans la voie de la ratification de l'accord commercial entre le Mexique, les États-Unis et le Canada (USMCA). Elle a toutefois précisé que les démocrates souhaitaient obtenir davantage de garanties du Mexique sur le droit du travail pour poursuivre le processus de ratification de l'accord commercial.

Économie

Le 26 septembre, le conseil des gouverneurs de la Banque centrale du Mexique (Banxico) a abaissé son taux directeur de 25 points de base, à 7,75 %. Il s'agit de la deuxième baisse consécutive après celle de 25 points de base du 15 août 2019. La décision a été prise à la majorité, deux gouverneurs ayant voté par ailleurs en faveur d'une réduction plus importante de 50 points de base. Les membres du conseil ont notamment pris en compte trois facteurs de risque susceptibles d'affecter l'économie nationale : i) l'incertitude quant à la ratification de l'USMCA avant la fin de l'année ; ii) les perspectives quant à la notation du risque de Pemex et de la dette souveraine et iii) le respect des objectifs présentés dans le Budget 2020.

Selon Goldman Sachs, la volonté de deux membres du conseil des gouverneurs de Banxico de baisser le taux directeur de 50 points de base laisse implicitement la porte ouverte à des nouvelles baisses avec un taux pouvant se situer à 7,25 % d'ici la fin de l'année. En effet, malgré deux baisses consécutives, le taux directeur mexicain reste le troisième plus élevé des économies émergentes, derrière la Turquie et l'Argentine. La prochaine réunion de politique monétaire de Banxico aura lieu le 14 novembre.

Le Mexique a enregistré en août 2019 une hausse de 2,2 % de ses exportations sur un an pour atteindre 40 Mds USD. Les principales hausses ont été enregistrées dans les secteurs agricole (+35 %), automobile (+10 %) et manufacturier (+4 %). À l'inverse, les exportations pétrolières ont diminué de 29 %. Les importations ont quant à elles diminué de 6 % sur le mois août permettant de dégager un excédent commercial de 775 M USD.

La plate-forme de paiement numérique CoDi a été officiellement lancée le 30 septembre dernier sur l'ensemble du territoire. Cette application permet d'effectuer, via son smartphone, des transactions d'un montant maximal de 400 USD (8 000 MXN) et ce sans commission. Ce grand projet mené de concert entre Banxico, l'Association des Banques Mexicaines (ABM) et le ministère des finances vise à réduire l'utilisation d'argent liquide tout en développant l'inclusion financière et l'accès aux produits bancaires. Les autorités et les institutions financières ont pour objectif d'attirer plus de 37 millions d'utilisateurs sur cette plateforme à l'horizon 2022.

Le président a rencontré le 30 septembre, à huis clos, des dirigeants d'entreprises afin de discuter des investissements dans le cadre du programme national d'infrastructures. Étaient présents à cette réunion C. Slim ; le président du Conseil Mexicain des Affaires (CMA), A. del Valle Perochena; le responsable du Conseil de Coordination des Entreprises (CCE), C. Salazar Lomeli; et les ministres des communications et des transports et de l'énergie. **A la suite de cette réunion, le ministre des communications et des transports a assuré que des travaux étaient notamment en cours pour la raffinerie de Dos Bocas et que le projet n'avait « même pas un jour de retard ».**

L'Association des Banques Mexicaines (ABM) a exprimé son désaccord avec certaines des propositions fiscales présentées par le gouvernement dans le projet de loi de finance pour 2020. Elle estime en effet que celles-ci pourraient affecter les personnes à faibles revenus et freiner les investissements dans le pays. Plus précisément, l'ABM dénonce les initiatives concernant la taxe sur l'épargne, le plafond de déductibilité des intérêts et la loi prévoyant le transfert à la puissance publique des actifs provenant du crime organisé.

Le ministre des finances, A. Herrera, a confirmé que le Mexique renouvellerait la ligne de crédit flexible auprès du Fonds monétaire international (FMI), pour un montant compris entre 70 et 74 Mds USD. Pour rappel, la ligne actuelle expirera fin octobre.

Les remesas ont atteint 3,4 Mds USD en août, le niveau le plus élevé jamais enregistré. Elles ont enregistré une augmentation de 17 % g.a. - la plus forte hausse en neuf mois – et cumulent ainsi 41 mois de croissance interrompus.

Les économistes estiment que la faible croissance économique se prolongera jusqu'à la fin de l'année en raison de la détérioration du marché du travail et du recul des importations. Le manque de dynamisme de l'économie étatsunienne, qui fait peser un risque sur le secteur des exportations, et la forte décélération des investissements due à la détérioration de la confiance des entreprises et des investisseurs sont les deux facteurs clés de ce ralentissement.

En septembre 2019, un peu plus de 100 000 voitures neuves ont été vendues sur le marché mexicain, soit une baisse de 12,1 % g.a. Selon les chiffres cumulés de janvier à septembre 2019, 950 000 véhicules ont été vendus au Mexique, soit une baisse de 7,6 % par rapport à 2018. Dans ce contexte, l'Association Mexicaine des Concessionnaires Automobiles (AMDA) a ramené ses prévisions pour 2019 à 1,3 million d'unités (-9 %), ce qui marquerait la troisième année de baisse consécutive.

La chambre des députés a approuvé la modification de la loi générale sur la santé. Celle-ci prévoit la mise en place d'un nouveau système d'étiquetage des produits alimentaires non alcoolisés contenant des taux élevés de sucre, graisse, sel et calories. Des pictogrammes devront être apposés à l'avant des produits pour informer les consommateurs des risques associés. La loi sera prochainement examinée au sénat et les modalités d'étiquetage seront ensuite précisées dans la NOM 051.

Finances publiques

Les recettes budgétaires du secteur public ont augmenté de 2,9 % g.a. en août, pour atteindre 21,7 Mds USD. La collecte de revenus au titre de la taxe spéciale sur la production et les services (IEPS) prélevée sur les ventes d'essence et de diesel a augmenté de 60 % g.a. pour atteindre 1,3 Md USD. A l'inverse, l'impôt sur le revenu a baissé de 3,6% et la TVA de 11,6%.

Entre janvier et août derniers, l'investissement public s'est élevé à 18,8 Mds USD soit une diminution de 15,2 % par rapport au montant investi sur la même période l'année dernière.

Les présidents du Conseil de Coordination Entrepreneurial (CCE) et du Conseil Mexicain des Affaires (CMN) ont demandé au gouvernement et au congrès plus de clarté dans les mesures juridiques pour lutter contre les fausses factures. Les deux organismes ont réitéré leur soutien dans la lutte contre ce phénomène tout en souhaitant un meilleur encadrement des procédures de délation. Le sénat avait approuvé en août un ensemble de réformes pour lutter contre la fraude fiscale via l'émission de fausses factures, qualifiant notamment la pratique de crime organisé et permettant ainsi aux autorités d'appliquer des détentions provisoires aux fraudeurs. Pour rappel, l'évasion fiscale à la TVA représenterait aujourd'hui 2,6 % du PIB mexicain.

PEMEX / Hydrocarbures

Les exportations de pétrole brut de PEMEX se sont chiffrées en moyenne à 1 million de barils par jour au cours du mois d'août, soit une baisse de 99 000 barils (-8,4 % g.a.). Selon le dernier rapport statistique de l'entreprise pétrolière publique mexicaine ces ventes à l'étranger avaient atteint 1,1 million de barils par jour au cours des huit premiers mois de l'année, soit 73 000 barils de moins que sur la même période 2018.

L'association mexicaine des entreprises d'hydrocarbures (Amexhi) a assuré que l'industrie pétrolière (hors PEMEX) atteindra une production de 50 000 barils de brut par jour d'ici fin 2019, soit une augmentation de 17 % par rapport au volume de production actuel. Ce volume correspond à une valeur marchande de plus d'1 Md USD par an et l'objectif est d'atteindre 280 000 de barils de pétrole par jour en 2024. D'après la Commission nationale des hydrocarbures, 140 projets d'exploration, d'évaluation et de développement ont été approuvés cette année.

Entreprises et grands contrats

Le groupe FEMSA, deuxième plus grosse entreprise en capitalisation du Mexique, a annoncé l'acquisition d'une participation minoritaire pour 750 M USD dans l'entreprise étatsunienne Jetro Restaurant Depot dans le but de créer une Joint-Venture au Mexique. Via cette acquisition, FEMSA souhaite se diversifier et entrer sur le marché de l'approvisionnement des restaurants et petites entreprises en nourriture. Cette acquisition est la plus importante de FEMSA sur ces 7 dernières années et illustre le souhait de l'entreprise de développer le segment commerce de son activité, qui représente aujourd'hui 40 % de son chiffre d'affaires.

Le groupe mexicain de commerce de détail Famsa a signé un accord de 10 ans avec BNP Paribas Cardif qui prévoit la vente d'une large gamme de solutions d'assurance (assurance décès, santé, protection des biens) par le biais de ses 379 magasins et succursales bancaires au Mexique. Cet accord permettra à l'assureur français d'atteindre les populations les plus modestes via des produits financiers de base, dans un pays où la pénétration du secteur des

assurances est très faible. La directrice marketing de Famsa a annoncé que 700 000 assurances avaient déjà été souscrites, et que 14 000 nouveaux contrats avaient été signés. Elle dit espérer une forte croissance grâce à cette alliance.

Décathlon, entreprise française spécialisée dans la conception, fabrication et distribution d'articles de sport, a pour objectif de doubler sa taille au Mexique d'ici 2024, passant de 12 à 24 magasins. L'entreprise espère l'ouverture de trois à cinq nouveaux établissements par an au cours des cinq prochaines années, qui seront concentrés dans le centre et le nord du pays. L'entreprise compte actuellement 12 magasins à Querétaro, Mexico, Mérida, Monterrey, Aguascalientes et Zapopan, et un entrepôt, et a généré 500 emplois directs depuis 2016. L'activité de production fait également partie des secteurs développés par Décathlon au Mexique.

Selon le directeur Amérique latine et Caraïbes de General Electric, les entreprises privées sont touchées par un frein important au développement de nouvelles capacités électriques en raison de la suspension des enchères pour la production d'électricité. La ministre de l'énergie, Rocío Nahle, a récemment déclaré que le manque d'infrastructures de transmission était l'une des raisons pour lesquelles les enchères électriques ont été suspendues.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 02/10/2019
Bourse (IPC)	-1,8 %	-13,2 %	42 222 points
Taux de change USD/Peso	+1,2 %	+3,2 %	19,79 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	+1,1 %	-1,3 %	21,70 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	-15,2 %	-30,5 %	50,15 USD

AMERIQUE CENTRALE

2018 – PIB : 268,2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

La Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE) et le Parlement Centraméricain (Palacen) se prononcent en faveur de la création d'un axe ferroviaire reliant Panama à Mexico, au travers d'un Partenariat Public-Privé (PPP). Ce projet de train n'est pas nouveau, il avait déjà été envisagé il y a une quinzaine d'années dans le « Plan Puebla » du Président Mexicain V. Fox (2000-2006). Un autre projet, encore au stade d'étude de faisabilité, concerne la réactivation du train du Pacifique au Salvador ainsi que du Transocéanique guatémaltèque.

Selon un rapport du Forum Economique Mondial de 2019, l'Indice de compétitivité du voyage et du tourisme a globalement diminué pour les pays de la région Amérique centrale. Le Costa Rica est placé 41^{ème}/140 pays, le Panama 47^{ème}, le Honduras 94^{ème}, le Guatemala (99^{ème}) et le Salvador 108^{ème}. Seule la République Dominicaine a progressé (73^{ème} contre 76^{ème} l'année passée). Selon le rapport, ces dégradations sont imputables à l'insuffisance et à la dégradation des infrastructures, au manque d'efficacité des transports terrestres et à l'absence d'intégration ferroviaire.

Costa Rica

2018 – PIB : 59 Mds USD | Pop : 5 M hbts

La croissance économique costaricaine connaît un ralentissement au T2 2019, avec une croissance estimée à 1,4 % soit une baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport au premier trimestre de l'année. La Banque centrale costaricienne a estimé la croissance économique de Costa Rica pour 2019 à 2,2 % et le déficit budgétaire devrait atteindre 6,1 % en 2020.

La BID a octroyé un prêt de 100 M USD pour un programme de lutte contre la violence au Costa Rica. Le principal objectif de ce programme étant de réduire de 10 % les homicides et les agressions dans les 40 districts les plus touchés par la violence. Le programme comprend notamment la construction de huit nouveaux centres civiques pour la paix afin de prévenir les comportements de délinquances des jeunes entre 12 et 17 ans, la modernisation des équipements policiers et l'investissement dans de nouveaux outils technologiques.

L'OCDE a approuvé le système de statistiques national du Costa Rica prérequis à son adhésion. Il reste sept comités à valider pour finaliser cette demande.

Les autorités de l'État de San Luis Potosi (Mexique) sollicitent du Guatemala un apport de main d'œuvre pour répondre à une hausse d'offres d'emplois dans cette région. Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), San Luis Potosi dispose de 4 000 postes vacants dans les secteurs des services, de la manufacture, du commerce et de l'agro-industrie.

Les autorités guatémaltèques et les représentants des entreprises appuient la ratification de l'Accord d'association avec le Royaume-Uni auprès du congrès. Cet appui fait suite à la demande du sous-secrétaire des relations extérieures du Royaume-Uni, S. McDonald, de ratifier cet accord avant le 31 octobre 2019.

Deux nouvelles requêtes ont été déposées contre l'État du Guatemala dans le cadre d'une procédure d'arbitrage internationale concernant le distributeur d'énergie Energuate. Les requêtes ont été déposées par les entreprises hollandaises Deocsa B.V et Deorsa B.V (du groupe Energuate) au sujet d'un désaccord dans la fixation de la valeur ajoutée dans la distribution d'énergie par la Commission Nationale de l'Energie Electrique (CNEE) et IC Power Asia Development LLCC (entreprise israélienne) pour des ajustements fiscaux et une présomption de fraude.

La Banque Centrale du Honduras (BCH) a revu à la baisse ses prévisions de croissance économique pour le pays en 2019, entre 3 % et 3,4 % (contre 3,7 % en 2018). Le Gouverneur de la Banque centrale, a affirmé que toutes les variables macroéconomiques seraient fortement volatiles sur les prochains mois, à l'exception de l'inflation.

Le PIB a enregistré une croissance de +1,9 % g.a. au deuxième trimestre. Cette croissance a notamment été tirée par le secteur de la construction (+1,9 %) et le secteur financier (+1,2 %).

L'agence de notation Moody's prévoit une contraction de 2,5 % du PIB en 2019, en conséquence des sanctions internationales auxquelles fait face le pays. Dans le cadre du *Nica Act* ou Loi d'Investissement et de Conditionnalité du Nicaragua votée aux États-Unis, l'accès du pays aux financements par des organismes internationaux et banques multilatérales au développement a été partiellement interrompu. Pour leur part, la CEPAL et le FMI prévoient une contraction de l'économie de 5 % du PIB en 2019.

Banpro Grupo Promerica, leader du secteur bancaire du Nicaragua, a signé un programme de financement de 125 M USD en coopération avec BID Invest et le Fonds Chinois de Co-Financement pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

L'Union Européenne (UE) fait un premier pas vers des sanctions envers le Nicaragua et envisagerait d'exclure le pays de l'Accord d'Association UE-Amérique centrale. Des sanctions économiques sont également à prévoir, notamment l'immobilisation d'actifs de certains dignitaires du régime.

Au moins d'août 2019, l'inflation au Panama a baissé de 0,6 % g.a. et de 0,3 % en glissement mensuel notamment dû à la baisse du prix du secteur du transport, des boissons alcoolisées et des meubles.

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a présenté au ministère de l'économie et des finances son rapport « Panama : Défis pour consolider son développement ». La BID avait accordé 5 M USD en août 2019 pour le programme d'innovation pour l'inclusion sociale et la productivité et 4,8 M USD pour le programme « améliorer l'efficacité et la qualité du système éducatif ».

Le PIB a enregistré une croissance de +2 % g.a. au deuxième trimestre. Les activités ayant le plus contribué à la croissance économique ont été la construction (+7,7 %) et les services financiers (+5,5 %). La Banque centrale maintient par ailleurs sa prévision de croissance à 2,3 % pour 2019.

80 M USD ont été investis dans le secteur pharmaceutique au cours du dernier quinquennat. Selon l'Association des Industriels Chimico-Pharmaceutique du Salvador (INQUIFAR), ces financements issus des banques locales et des prêts internationaux ont permis de moderniser les laboratoires et de répondre à l'augmentation de la demande extérieure. Le Salvador, est aujourd'hui le 2^{ème} producteur de médicaments en Amérique centrale, derrière le Costa Rica.

Le Trésor étatsunien a annoncé le 1^{er} octobre que General Electric devra payer une amende de 2,7 M USD pour la présumée violation de l'embargo contre Cuba. Par ailleurs, l'organisme de contrôle des actifs étrangers étatsunien (OFAC) a précisé que les sanctions concernent trois filiales de General Electric : Getsco Technical Services Inc., Bentley Nevada et GE Betz. Ces dernières auraient été impliquées dans 289 violations entre 2010 et 2014, liées à la réception de paiements provenant de la société The Cobalt Refinery Company qui avait fourni des biens et des services à un client de General Electric fortement lié à Cuba. L'OFAC a également indiqué que General Electric avait volontairement révélé ces faits entraînant une réduction de l'amende.

Les exportations de pétrole vénézuélien ont atteint 119 000 barils par jour en septembre. Petróleos de Venezuela SA (PdVSA), la société publique vénézuélienne, aurait augmenté ses exportations de pétrole vers Cuba afin de remédier à la pénurie de carburant sur l'île. Selon Reuters, elles atteindraient 119 000 barils par jour en septembre contre une moyenne de 55 000 barils par jour de la mi-février à août. Face aux nouvelles sanctions étatsuniennes ciblant des entités et navires participant au transport de pétrole vénézuélien vers Cuba, PdVSA utilise désormais une grande partie de sa propre flotte pour assurer les livraisons.

Haïti a reconduit le budget 2017/18 pour un 3^{ème} exercice fiscal, dans le cadre des troubles politiques empêchant l'adoption d'un nouveau budget.

La pénurie de certains produits commence à se faire sentir dans le cadre de la mobilisation lancée le 15 septembre dernier visant à bloquer l'activité du pays (« Peyi lòck ») pour forcer le président J. Moïse à la démission. C'est particulièrement le cas pour les produits de première nécessité qui ont vu leur prix augmenter de 10 % à 15 % en l'espace de deux semaines. L'eau se fait également de plus en plus rare à Port-au-Prince, problème également alimenté par la pénurie de carburant.

Standard and Poor's a amélioré sa note pour la Jamaïque d'un cran, à B+ (stable), le 27 septembre dernier. L'agence indique que cette décision reflète les progrès réalisés par les autorités jamaïcaines pour la stabilité macroéconomique et le renforcement de la liquidité, améliorant sa capacité à résister aux chocs externes. Le rapport mentionne également la volonté des autorités de maintenir un excédent primaire cohérent avec une baisse du ratio de dette sur le PIB.

La Banque de Jamaïque (BOJ) a annoncé, le 1^{er} octobre dernier, le maintien de son taux directeur à 0,5 %. Cette décision intervient alors que la banque centrale a abaissé son taux directeur de 250 pds depuis janvier 2018. Pour mémoire, l'inflation atteint 1,7 %, en deçà de la cible de la Banque centrale (entre 5 ± 1 %).

Les importations jamaïcaines de janvier à juin 2019 se sont établies à 3,3 Mds USD, soit une hausse de 13,3 % par rapport à 2018 (2,9 Mds USD), avec la hausse des importations de machines et équipements de transport, aliments et combustibles minéraux. Les exportations de produits jamaïcains ont augmenté de 1,1 % sur la même période.

République dominicaine

2018 – PIB : 80,9 Mds USD | Pop : 10,3 M hbts

Le Sénat a reçu le projet de budget pour 2020, d'un montant de 19 Mds USD (997,1 Mds DOP). Le projet de budget 2020 est déficitaire : il intègre un déficit de 2,1 Mds USD (110 Mds DOP) soit 650 M USD (34 Mds DOP) de plus qu'en 2019. Le CRESS, think-tank dominicain, estime que les autorités dominicaines devront obtenir 4,5 Mds USD des marchés.

La Banque centrale prévoit 5 % de croissance pour 2019. Elle se base sur les informations mensuelles de croissance qui semblent indiquer une récupération économique en lien avec les mesures monétaires expansionnistes. Pour mémoire, l'économie a crû à 4,7 % au S1 2019 ; et la Banque centrale a abaissé son taux directeur de 100 pdp depuis juin dernier et injecté 650 M USD (34 Mds DOP) spécifiquement dédiés au financement de l'économie.

BID Invest, filiale du Groupe BID pour le secteur privé, a émis pour 500 M DOP (9,5 M USD) en obligations sur les marchés dominicains. Il s'agit de la première émission de la BID en République dominicaine. Les obligations ont un taux fixe de 8,8 % et une échéance en 2022. La BID vise à utiliser ces fonds pour le financement d'activités innovantes en monnaie locale.

Selon la BID, le gouvernement doit accroître ses investissements dans les infrastructures à 5 % du PIB via des PPP, pour accroître le développement économique et le bien-être social du pays. La BID travaillerait actuellement avec le gouvernement sur le projet de loi sur les PPP.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.